



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2017

Publication : 18/12/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2017.12/11

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 11 décembre 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	25
Nombre de Pouvoirs	7
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **15 décembre 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **11 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 4 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.09), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Karine **LOUISET**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absent

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 11 décembre 2017

2017.12/11

MARCHES PUBLICS – CONVENTION POUR LA CREATION DE SERVICES COMMUNS ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION HAVRAISE (CODAH) ET LA VILLE DE MONTIVILLIERS - SIGNATURE – AUTORISATION

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire.— Par délibération n° 2015008 en date du 26 mars 2015, le Conseil Communautaire a approuvé son schéma de mutualisation prévoyant entre autres, la création de services communs entre la Ville du Havre et la CODAH dans les domaines suivants :

- les affaires immobilières,
- l'énergie,
- les approvisionnements la logistique et le parc automobile,
- le SIGU et la topographie,
- les services juridiques et des marchés,
- l'informatique et la téléphonie

D'autres collectivités de la CODAH ont fait connaître leur intérêt quant à leur participation à ces services communs.

Ainsi, la ville de Montivilliers a souhaité créer un service commun avec la direction des Affaires Juridiques de la CODAH.

Lors de la séance du conseil municipal du 26 septembre dernier, vous avez adopté le rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges relatif à la mutualisation de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés de la CODAH avec la commune de Montivilliers.

L'article L5211-4-2 du Code Général des collectivités prévoyant que « *les effets de ces mises en commun sont réglés par convention après établissement d'une fiche d'impact décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents. La fiche d'impact est annexée à la convention* », il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser la signature de la convention qui définit les conditions dans lesquelles ce nouveau service commun sera créé.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le budget de l'année 2018 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5211-4-2 et L.5216-5,

VU la délibération n° 20150088 du Conseil communautaire en date du 26 mars 2015 approuvant le schéma de mutualisation ;

VU la délibération de la Ville de Montivilliers du 26 septembre 2017 adoptant le rapport de la commission d'évaluation des charges ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la fonction publique territoriale ;

VU les avis des comités techniques consultés les 9 novembre 2017 pour la Ville de Montivilliers et 28 novembre 2017 ;

CONSIDERANT

- Que la commune de Montivilliers et la CODAH souhaitent créer des services communs, en dehors des compétences qui ont été transférées à cette dernière ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et ses annexes (fiche d'impact et liste des personnels impactés) portant création d'un service commun « Affaires Juridiques » au profit de la Ville de Montivilliers, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Imputation budgétaire

Dès 2018

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 01

Nature et intitulé : 73211

Montant de la dépense : 56.139,21 €

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,

